

REPUBLIQUE DU NIGER

FRATERNITE – TRAVAIL - PROGRES

MINISTERE DE L'ELEVAGE

PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS-NE)



GUIDE DE BONNES PRATIQUES :

Pour les interventions visant la
préparation, la gestion des crises
pastorales et les activités génératrices de
revenus en milieu pastoral

Consultant : **BOUREIMA Amadou**

Juillet 2021

Définition d'une bonne pratique

Une « **bonne pratique** » peut être définie de la façon suivante :

Une bonne pratique n'est pas uniquement une pratique qui est bonne, mais une pratique ayant fait ses preuves et permis d'obtenir de bons résultats, et qui est dès lors recommandée comme modèle. C'est une expérience réussie, testée et validée, au sens large, répétée, qui mérite d'être partagée afin qu'un plus grand nombre de personnes se l'approprient.

Table des matières

1. INTRODUCTION	5
2.OBJECTIF GENERAL	6
3. METHODOLOGIE	6
4. PRESENTATION DU GUIDE	6
5. PRESENTATION DES FICHES DE BONNE PRATIQUE	7
5.1 Mise en place des OSV et SCAP-RU	7
5.2 Mise en œuvre des microprojets	10
5.3 Intégration des paramètres pastoraux dans les enquêtes du Système d’Alerte Précoce (SAP)	14
5.4 Opération Habanaye	16
5.5. Déstockage stratégique des animaux	20
5.6 Fiancement des Activités Génératrices de Revenus (AGR)	29
5.7 Plan de communication dans le cadre des activités du PRAPS-NE	32
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	35

Sigles :

Sigles	Définition
PRAPS	Projet Régional d'Appui au pastoralisme au Sahel
CILSS	Comité Inter Etat de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel
UEMOA	Union économique et Monétaire ouest africain
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
OSV	Observatoire pour le suivi de la Vulnérabilité
SCAP-RU	Systèmes Communautaires d'Alerte précoce et Réponses aux urgences
AGR	Activités Génératrices de revenus ;
SAP	Système d'Alerte Précoce
CSR/PGCA	Comité Sous régional de prévention et de Gestion de crises alimentaire
I3N	Initiative 3 les Nigériens nous les nigériens
CERC	Composante de contingence pour la réponse aux urgences (Contingency Emergency Response Component)
LEGS	Live Stock, Emergency Guide lines and Standard
DREC	Direction Régional de l'Etat Civil et des Réfugiés
MRI	Mécanisme de Réponse Immédiate
PUP	Programme d'Urgence Pastorale
DNPGCCA	Dispositif National de Prévention et de Gestion des catastrophes et Crise Alimentaire
PCCP	

1. INTRODUCTION

Le présent guide sur les bonnes pratiques dans le domaine de la préparation, la gestion des crises pastorales et les activités génératrices de revenus en milieu pastoral est le résultat des activités mise en œuvre de la composante 4 " Amélioration de la gestion des crises pastorales du Projet régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel. Il faut rappeler que par leur fréquence, les crises pastorales sont aujourd'hui considérées non pas comme un phénomène conjoncturel ou accidentel, mais comme un élément structurel avec lequel il faut savoir composer. Cette donne a du reste été intégrée dans la stratégie développée par les éleveurs et les agro-éleveurs à travers notamment : une modification de la composition des troupeaux en introduisant des espèces animales plus résistantes (bovins bororos chez les Peul Wodaabe) ou exigeant une main d'œuvre moins importante (remplacement des camelins par les bovins chez certains groupes Kel Tamachek), la pratique de la pluriactivité (élevage, agriculture, exode..) pour diversifier les sources de revenus et mieux gérer les risques, l'entraide pour la reconstitution du cheptel (habanayé, confiage...). En raison de l'ampleur des pertes subies, les pasteurs sont très souvent incapables de faire face aux crises pastorales ou d'en mitiger seuls les effets.

Et, lorsqu'ils entravent la mobilité des troupeaux des chocs provoquent un affaiblissement de la capacité de résilience des pasteurs et de leurs troupeaux car ces événements souvent extrêmes impliquent une déstructuration des systèmes habituels d'adaptation.

Ces contraintes sont particulièrement accentuées chez les pasteurs les plus vulnérables ayant soit de petits troupeaux soit qui n'ont plus d'animaux et qui ne peuvent plus se déplacer. Ce phénomène de vulnérabilité est encore plus accentué pour les femmes et les enfants qui restent, le plus souvent, dans les lieux d'ancrage (puits, proximité d'une école...). Pour pouvoir perpétuer leurs systèmes de mobilité, il y a nécessité à la fois d'anticiper au mieux les crises et, lorsque les systèmes traditionnels de régulation des crises sont dépassés, de trouver des alternatives en améliorant les interventions d'urgence.

Pour se faire, le PRAPS-Niger a cherché à optimiser les mécanismes de réponses aux crises par un meilleur ciblage, une prise en compte des zones excentrées et surtout le renforcement des systèmes d'alerte précoce (et la prise en compte de la mobilité dans les interventions). La composante 4 du PRAPS a mis en œuvre deux axes d'intervention : un axe « Prévention des crises pastorales et diversification » (sous-composante 4.1) et un axe « Réponses aux situations de crise pastorale » (sous-composante 4.2).

Le guide pourra être d'une grande utilité pour les paysans/éleveurs, techniciens et animateurs ruraux, les collectivités/communautés et les décideurs politiques.

Aussi, les partenaires au développement et ceux à la base sont informés et sensibilisés sur les objectifs et les stratégies d'intervention du Projet, afin qu'ils participent activement à la gestion des crises potentielles.

2.OBJECTIF GENERAL

Identifier et enregistrer les bonnes pratiques sur la base des expériences tirées de la mise en œuvre des activités ainsi que les résultats de la composante 4 dans la zone d'intervention du Projet

3. METHODOLOGIE

Consultations bibliographiques pour la collecte d'informations en matière de gestion des crises pastorales. Etablir des contacts avec les différentes institutions, personnes ressources et les communautés de base en vue de procéder à des entretiens et des enregistrements de différentes activités considérées comme de bonnes pratiques dans la gestion des crises pastorales.

4. PRESENTATION DU GUIDE

Ce guide présente les bonnes pratiques des interventions visant la préparation, la gestion des crises pastorales et les activités génératrices de revenus en milieu pastoral. A cet effet, des fiches pour chacune des bonnes pratiques sont élaborées. Pour se faire, la rédaction du guide s'appuiera sur les activités décrites dans le document de capitalisation des activités de la composante 4 du PRAPS. Ce sont :

- ✚ Mise en place, équipement et opérationnalisation des OSV et SCAP-RU dans les zones pastorales et agro-pastorales ;
- ✚ Intégration des paramètres pastoraux dans les enquêtes du SAP
- ✚ Mise en œuvre des microprojets (Fourniture d'aliment pour bétail, restauration des espaces pastoraux) ;
- ✚ Opération Habanaye;
- ✚ Préparation et prévention aux crises pastorales : Déstockage stratégique des animaux ;
- ✚ Financement des AGRs ;
- ✚ Plan de communication par rapport aux activités de la composante.

5. PRESENTATION DES FICHES DE BONNE PRATIQUE

5.1 Mise en place des OSV et SCAP-RU

Fiche : *Mise en place des OSV et SCAP-RU*

Bonne pratique ou pratique prometteuse?	Période de mise en oeuvre	Type de choc(s)/crise(s)	Point focal DNPGCCA email :
Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP/RU).	2020	Réduction de la vulnérabilité, alerte précoce, action précoce, sensibilité aux conflits, genre. etc.	

Eléments

Couverture géographique

Applicable dans tout le pays

Zones pastorales et agropastorales

Partenaires/ Parties prenantes : Etat, ONGS, PTF

Bénéficiaires ciblés : Les populations pastorales et agropastorales

Contexte : Le Niger, pays sahélien, en proie à l'insécurité alimentaire depuis plusieurs années a une expérience riche tirée des leçons de plusieurs gestions de cas. C'est cette expérience qui a permis la création du dispositif National de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (DNPGCCA) composé des cellules spécialisées. Cette structure est aussi représentée au niveau décentralisé. Ainsi au niveau de chaque région est érigé un Secrétariat Permanent Régional (SPR) qui supervise et coordonne toutes les interventions dans la région. Au niveau départemental, ce dispositif est représenté par le Comité Sous régional de Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (CSR/PGCA). Pour rendre plus efficaces les interventions d'urgence et de développement, le besoin d'avoir des informations fiables suivant un canal de transmission du niveau communautaire jusqu'au national a été senti. D'où la création au niveau des communes d'un Observatoire de Suivi de la Vulnérabilité (OSV) et des Villages d'une Structure d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP/RU) au niveau communautaire. Ces structures ne couvrent pas encore toutes les communes. L'objectif étant de décentraliser le dispositif de surveillance au niveau de la commune afin de la doter et renforcer sa capacité en compétences et en matériels afin d'identifier les indicateurs d'alerte et d'appréciation des niveaux des crises (pastorales surtout) en synergie avec les communautés.

Défis : Le pourvoi de l'aide dans les contextes de la sécheresse chronique ou de l'instabilité défie le système conventionnel humanitaire de diverses façons. Il est clairement impropre d'examiner de telles crises comme des aberrations temporaires des situations normales et de les traiter comme telles en utilisant les outils tendant à sauver les vies en face des menaces qui ont une fin proche et prévisible. Cette nouvelle façon de travailler dans les contextes d'urgence doit être basée plus sur le développement du pouvoir aux communautés qui sont affectées, combinées aux approches d'un planning plus sain qui intègre les initiatives de développement et d'urgence dans un cadre commun de subsistance

Objectif et dimension résilience

La planification communautaire est une voie importante pour répondre aux contextes d'urgences d'une manière plus structurée et opportune. Mais cette opportunité sera d'autant plus importante qu'elle fournit pour un plan intégratif de telle sorte que les réponses à court terme s'alignent étroitement avec les aspirations des communautés concernées à long terme.

L'aperçu de la pratique révèle qu'il y a très peu d'exemples de plans de préparation communautaires qui opèrent sans soudure de l'alerte précoce aux réponses et suivi et évaluation.

Sur l'alerte précoce et autres systèmes d'analyse de l'information : les systèmes divers qui ont des fonctions différentes, opèrent à différents niveaux et peuvent utilement se compléter et se vérifier l'un l'autre

Sur le planning de la réponse. Les quatre catégories de réponse sont à travers les interventions du marché, les consommations en espèces, la consommation en nourriture et la protection de ressource. Le planning de réponse en termes de types de vulnérabilités affectant les communautés, et les différentes couches dans une communauté, est important pour un impact optimal.

Approche / méthodologie

- ✓ -Information/sensibilisation des SPR/comités régionaux et sous régionaux de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires d'affiliation de l'OSV ;
- ✓ Choix du site (la commune) d'implantation de l'OSV ;
- ✓ Mise en place du bureau de l'observatoire de suivi de la vulnérabilité (OSV) ;
- ✓ Formation des différents membres élus ;
- ✓ -Elaboration et partage du plan d'action de l'OSV ;
- ✓ -Elaboration du PV et formalisation de l'OSV ;
- ✓ Etablissement des badges aux membres

Résultats :

Les résultats de la pratique : ou redynamiser quatre (4) SCAP/RU par la convocation des assemblées villageoises au niveau du village centre ou sont présent tous les représentants des 80 villages/hameaux qui constituent les SCAP-RU et 20 OSV ;

- PV établis et des actes administratifs/arrêtés de mise en place ;
- Les informations sur la vulnérabilité des populations au niveau communautaire sont intégrées dans le système national ;
- Les réponses à l'échelle communautaire sont apportées par les communautés

Impacts et évaluation

- Les populations sont devenues résilientes par rapport à certaines crises qui ne dépassent pas leur capacité de réponses.

Facteurs clés de succès

- Dotation des OSV et SCAP-RU en matériel de travail ;
- Suivi des activités des OSV et SCAP-RU ;
- Formation régulière des membres

Contraintes

- L'aspect volontariat limite son efficacité
- Financement des activités d'encadrement ;
- Manque de moyens de travail

Durabilité

- Suivi régulier des structures ;
- Mettre en place des activités d'AGR leur permettant d'obtenir le minimum de kit pour la suite des activités ;
- Sensibiliser les membres sur la cohésion sociale

Reproductibilité et changement d'échelle

La pratique est reproductible dans toutes les zones agroécologiques du pays

Témoignage : RAS

Autres sources

DNPGCCA ; CARE International

Contacts

Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et crise alimentaire (DNPGCAA)
Niamey-Niger

5.2 Mise en œuvre des microprojets

Fiche : Mise en œuvre des microprojets : Ces microprojets couvrent trois composantes fondamentales, 1) l'amélioration des parcours dégradés, 2) l'amélioration de l'accès aux aliments pour bétail aux animaux impactés et 3) la protection de la santé du cheptel.

Restauration de 6 914 hectares : Ce sont des activités de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) sous forme de cash for work qui ont permis aux communautés pastorales et agropastorales de gagner des revenus afin de supporter la crise. Ces activités sont la fixation des dunes à but pastoral, la lutte contre les plantes envahissantes (*Sida cordifolia*) dans les enclaves pastorales et la récupération des terres dégradées ;

Fourniture d'aliments pour bétail : 9000 Tonnes , cette activité consiste à l'acquisition et la distribution gratuite des aliments pour bétail (son de blé et tourteau de graine de coton) aux pasteurs et agropasteurs touchés pour combler le déficit fourrager enregistré dans les zones pastorales et agropastorales.

Réhabilitation des puits pastoraux et stations de pompage. Il s'agit de réhabiliter des points d'eau pastoraux dans les aires de pâturage où la situation fourragère est relativement bonne. Cela permet aux pasteurs d'abreuver facilement leur cheptel.

. Sécurisation sanitaire du cheptel L'objectif de cette activité est de protéger le cheptel affaibli par la faim (déparasitage, complexe-vitaminés, de pierres à lécher) contre les maladies qui sont déclarées pendant la crise pastorale. Il s'agit particulièrement des maladies telluriques et les carences en vitamines.

Période de mise en œuvre
Juillet 2017

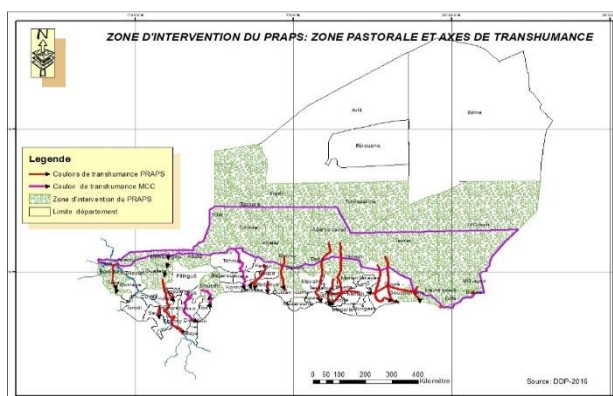
Type de choc(s)/crise(s)

Déficit fourrager important – 12 millions de TMS et insécurité civile prolongée

Point focal
Nom(s),
PRAPS-NE

Couverture géographique

Niger , 7 régions



Partenaires/ Parties prenantes

- La commune à travers la mairie:
- Les services techniques déconcentrés de l'environnement :
- L'antenne régionale PRAPS :
- Le code rural :
- Les services techniques déconcentrés de l'élevage :
- Bureau régional d'évaluation environnemental :
- Les fournisseurs du petit matériel :
- Les fournisseurs de semences fourragères :
- La population

Bénéficiaires ciblés : Pasteurs ; agropasteurs et populations vulnérables

Contexte : La mise en œuvre de ces microprojets tire son fondement du constat fait sur le déficit fourrager de plus de 12 millions de tonnes de matières sèches, représentant environ 48% des besoins du cheptel national en 2016/2017. Le déficit dépasse largement le seuil d'intervention défini à un niveau de gap de 35% des besoins globaux du cheptel. Cette situation présage une soudure pastorale plus précoce que d'habitude qui sera marquée par une raréfaction et un amenuisement progressif du stock fourrager au niveau de toutes les régions du pays du fait de la mobilité des troupeaux vers les zones mieux pourvues : Les zones de bonne production fourragère accueillent les animaux des zones déficitaires, entraînant ainsi une surcharge sur la ressource pastorale. En définitive, la situation pastorale était devenue préoccupante sur toute la zone pastorale aggravée par l'assèchement des mares, et rendant davantage difficile l'exploitation du pâturage des zones de disponibilité résiduelle.

L'insécurité civile persistante, dans le bassin du Lac Tchad, au Nord Mali et dans la boucle du Liptako Gourma au Burkina Faso, continue d'occasionner un afflux massif des communautés pastorales et leurs bétails dans les régions de Diffa, de Tillabéry et de Zinder. Les déplacés arrivent dans un contexte d'une très faible capacité des zones d'accueil du fait des mauvais résultats de la campagne agropastorale 2016/2017 au cours de laquelle les réserves alimentaires fourragères sont déjà ou presque épuisées.

La crise était dès lors prévisible et s'est installée lentement. La conséquence c'est que plusieurs ménages pastoraux et agropastoraux sont devenus vulnérables et pauvres particulièrement ceux en réhabilitation des impacts des crises antérieures qui sont retombés dans le cycle de la pauvreté. Une assistance efficace, adaptée, et soutenue était donc vitale pour les populations pastorales et agropastorales.

Sur la base de ces éléments de constats des conditions conjoncturelles d'élevage en 2017, le plan des opérations élaboré par le Ministère reste pertinent et cohérent aux regards des dispositions du principe du droit humanitaire des pasteurs et agropasteurs : « Droit à l'alimentation d'urgence, à la protection et à la reconstitution du capital qui leur procure les ressources nécessaires pour supporter leurs familles en même temps leur permet une contribution significative à la sécurité alimentaire en général . »

Ainsi, les mesures prises ont contribué à renforcer les engagements des autorités sur la création d'un environnement favorable de réduction de la vulnérabilité des pasteurs et agropasteurs.

La mise en œuvre des microprojets notamment la fourniture d'aliment pour bétail et les soins vétérinaires se justifie par le stress progressif allant croissant sur les moyens d'existence pendant de longs mois et que la situation d'urgence a été déclarée. Ces événements ont été répétitifs surtout pour la région de Diffa. Il s'agit des zones pastorales comme étant à risque, il existe donc un certain niveau de prévisibilité. L'impact a été sur le bétail et les productions se sont progressivement dégradées durant les phases d'alerte et d'alarme principalement du fait d'un accès réduit à la nourriture et à l'eau ; les valeurs reculent sur les marchés à bestiaux et les prix des céréales ont augmenté. Les mortalités du bétail ont été excessive en 2017 et s'est aggravé pendant la phase d'urgence en raison du manque de

nourriture et d'eau.

Défis

- ✓ Approvisionnement régulier en aliment pour bétail et soins vétérinaires ;
- ✓ Abondance du couvert végétal sur les espaces pastoraux

Objectif et dimension résilience : Le déficit fourrager important enregistré est le principal facteur devant être minimisé à travers la réalisation de ces microprojets afin de renforcer la résilience des moyens d'existence des pasteurs et agropasteurs.

Approche / méthodologie : Les microprojets étant une série d'opération l'approche adoptée diffère d'un microprojet à un autre. Pour la restauration des terres dégradées

- une étape d'information-sensibilisation des populations cibles et des Autorités locales, une phase d'identification des sites à travers une mission conjointe avec la direction régionale de l'environnement, le bureau régional d'évaluation environnemental et le code rural, puis l'établissement des actes fonciers. Après élaboration des microprojets par la commune, les travaux ont commencé avec la mise en place et la formation des comités de gestion et des encadreurs puis l'achat du petit matériel. Ensuite des missions de suivi réguliers sont organisés par l'antenne régionale PRAPS avec des moyens financiers pour le paiement des travaux en cash for work pour HIMO. A chaque mission de suivi, la superficie travaillée est géoréférencée. Et enfin ces travaux ont fini par un ensemencement des sites aménagés.

L'approche pour l'opération de aliments pour bétail et produits zoo-vétérinaire est la suivante :

Identification des régions de faible production fourragère au niveau national par le comité technique de DNPGCCA ;

Identification au niveau des régions, des départements de faible production fourragère par le comité régional/DNPGCCA ;

Identification des communes en déficit fourrager au niveau de département par l'OSV ;

Identification des villages et ménages pastoraux ou agropastoraux les plus touchés au sein des communes par le SCAP/RU. Le ciblage proprement dit est fait par le SCAP/RU, il permet d'identifier toutes les zones et les ménages touchés par la crise.

Le comité de gestion procède à la distribution des aliments et les produits zoo- vétérinaires. Temps de l'opération a duré 30 jours.

Résultats

6 914 hectares de terres restaurées

57 140 ménages **SÉCURISÉS**

19 999,6 UBT sont complémentées

Impacts et évaluation

- Accès facile à tous les pasteurs d'exploiter le fourrage issu des parcours restaurés en quantité et en qualité
- Disponibilité et à coût réduit des aliments pour bétail dans les zones sinistrées ;
- La création des conditions d'un accès facilité aux aliments pour bétail et à proximité des pasteurs et agro-pasteurs ;
- Les opérations de vente à prix modéré ont permis de stabiliser la hausse des prix voir même engendrer leur baisse sur les marchés locaux en 2017 sur l'ensemble des 8 régions ;
- La création d'un environnement propice pour les opérateurs économiques qui considèrent ces opérations du PRAPS comme une grande opportunité pour garantir le renouvellement régulier de leurs stocks pour contribuer à la gestion anticiper des crises pastorales ;

Facteurs clés de succès : Avoir un dispositif efficace de suivi de la vulnérabilité en milieu pastoral ;
Participation de la population ;

Implication de toutes les parties prenantes (Etat, Collectivité, ONGs, Ops et PTF

Contraintes : Le retard dans la mise en œuvre a constitué la principale contrainte.

Durabilité : La pratique quoique assujettie à un contexte particulier est durable en termes de résultats de restauration du couvert végétal au niveau des espaces pastoraux.

Reproductibilité et changement d'échelle

La mise en œuvre de microprojets est initiée par plusieurs projets à travers le pays donc sa reproductibilité est possible dans toutes les zones du pays et à toutes les échelles (communale ; Départementale, régionale et nationale)

Témoignage : De l'avis des acteurs de terrain notamment les agents d'élevage et les associations d'éleveurs lors des entretiens, les activités engagées par le PRAPS quoique tardives ont procuré un soulagement certain, elles ont non seulement permis d'atténuer la catastrophe, mais ont aussi permis de stabiliser les éleveurs particulièrement dans la région de Diffa en proie à un afflux des réfugiés et leurs troupeaux. Des échanges ont eu lieu avec certains bénéficiaires, ils ont fait ressortir un sentiment de large satisfaction. Les opinions qui ont été recueillies rejoignent les résultats du certain rapport d'évaluation PRAPS (2018), qui fait ressortir que 80 % des bénéficiaires se disent satisfaits des activités implémentées par le PRAPS dans le cadre de la mise en œuvre des microprojets, tout en déplorant le retard accusé.

Contacts PRASP-NE BP : .

5.3 Intégration des paramètres pastoraux dans les enquêtes du Système d'Alerte Précoce (SAP)

Fiche : Intégration des paramètres pastoraux dans les enquêtes du SAP

Sous-titre : L'intégration des paramètres et/ou indicateurs pastoraux dans le suivi de la vulnérabilité et d'alerte précoce afin de juguler les impacts de sécheresse sur le bétail et les moyens d'existence des pasteurs et agropasteurs.

Bonne pratique ou pratique prometteuse ?	Période de mise en œuvre	Type de choc(s)/crise(s)	Point focal
<i>Intégration de Paramètres pastoraux dans les questionnaires du SAP</i>	Dépend du paramètre à collecter	Sécheresse	SAP-Niger
Couverture géographique : Nationale			

Partenaires/ Parties prenantes : Etat ; ONGs ; Institutions internationales ; OPels, PTF

Bénéficiaires ciblés : RAS

Contexte : Les famines qui ont paralysé l'Afrique subsaharienne dans les années 1970 et 1980, coûtant la vie à des millions de personnes et réduisant des millions d'autres au dénuement le plus complet, ont favorisé le développement des Systèmes d'Alerte Précoce (SAP). Au cours des trois dernières décennies, les gouvernements, les institutions régionales et les partenaires au développement ont investi massivement dans la création de SAP en tant que composante principale des systèmes d'intervention d'urgence.

Les pays du Sahel sont soumis à plusieurs chocs externes qui affectent plus ou moins les moyens d'existence des ménages particulièrement en milieu rural. Ce sont les ménages qui dépendent plus de l'élevage et de l'agriculture pour couvrir leurs besoins alimentaires qui sont les plus affectés.

Dans un tel contexte, il est nécessaire que les SAP puissent prendre en compte des indicateurs diverses en vue de prévenir d'éventuels risques de crises qui pourraient affectés ces deux secteurs d'activité. Dans le processus d'accompagnement des pays de l'espace CILSS/UEMOA/CEDEAO à mieux prévenir les crises alimentaires, il a été mis en place un cadre harmonisé qui est un outil analytique global des dispositifs nationaux et régional de prévention et de gestion des crises alimentaires par la prise en compte des différents indicateurs de résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'inférence des facteurs contributifs.

Toutefois l'analyse de la vulnérabilité alimentaire suscite une attention toute particulière des bailleurs de fonds. En effet depuis 1990, l'analyse et l'évaluation de celle-ci permet aux différentes institutions nationales et internationales présentes au Niger d'élaborer leurs stratégies, de cibler les populations ou zones bénéficiaires de leurs interventions ainsi que de prévenir et gérer les crises alimentaires. Cependant, les nombreuses crises alimentaires chroniques du Niger (1996-1997, 2001, 2004-2005, 2009-2010, 2014) suscitent néanmoins un certain questionnement quant à l'efficacité et l'efficience de cette évaluation surtout concernant le domaine pastoral. De même sur le plan alerte, il existe toutefois des insuffisances dans la prise en compte des indicateurs qui ont trait au pastoralisme entraînant la difficulté de prévenir les crises liées au pastoralisme et de prendre des mesures idoines à temps.

Défi : Paramètres permettant de donner une alerte sur une urgence pastorale

Objectif et dimension résilience

L'intégration progressive des indicateurs pastoraux dans les enquêtes habituelles du SAP va permettre une alerte sur la situation pastorale. Par le passé la dimension pastorale n'est pas prise en compte dans son ensemble. Une fois les indicateurs intégrés dans le questionnaire global du SAP, les informations seront collectées en vue **de la prise en compte des indicateurs liés au pastoralisme afin** d'améliorer la prévention des crises pastorales.

Approche / méthodologie

- Identification de l'indicateur lors de l'étude diagnostic du SAP ;
- Elaboration de la fiche de collecte des informations ;
- Elaboration du guide de remplissage ;
- Formation des agents enquêteurs ;
- Collecte des données ;
- Saisie des données collectées ;
- Analyse des données collectées

Résultats : Au total treize (13) indicateurs ont été identifiés dont 4 intégrés

Impacts et évaluation

- Amélioration des outils de suivi de la vulnérabilité des ménages pastoraux ;
- Capacité d'alerte en urgence pastorale

Facteurs clés de succès

- L'ancrage institutionnel
- La participation de l'Etat à son financement (même s'il est insuffisant) et des bailleurs de fonds ;
- La capacité à identifier chaque année les zones et populations vulnérables
- La confiance dont il jouit de la part de l'Etat et les PTF
- Le statut de son personnel (fonctionnaire de l'Etat)
- La maîtrise des outils d'analyse de la vulnérabilité grâce à l'appui des PTF ;

Contraintes : La principale difficulté à ce niveau, réside dans le financement de la collecte et des formations des agents, les ressources financières allouées par l'Etat sont insuffisantes et que la plupart des PTF et projets tardent à financer ces genres d'enquête

Durabilité

Les points ci-après permettent la durabilité de la pratique

- L'ancrage institutionnel
- La participation de l'Etat à son financement (même s'il est insuffisant) et des bailleurs de fonds ;
- Le statut de son personnel (fonctionnaire de l'Etat)

Reproductibilité et changement d'échelle : RAS,

Témoignage : RAS

Contacts : SAP-Niger

5.4 Opération Habanaye

Fiche: Opération Habanaye;

Titre: Le Habbanayé est pratique de reconstitution sociale du bétail pour améliorer la résilience des moyens d'existence des pasteurs et agropasteurs

Bonne pratique ou pratique prometteuse?

Période de mise en oeuvre

Novembre 2020

Type de choc(s)/crise(s)

Perte de capital bétail ;

- Environnement social défavorable ;

- Paupérisation et oisiveté des jeunes ruraux.

Point focal

Projet d'Appui au

Pastoralisme au Sahel

Niger (PRAPS-NE)

OPERATION HABANAYE

Couverture géographique

Zone géographique	Type d'opération	Espèce animale	Mécanisme de rotation
Zone agropastorale	Habbanaye	Bovins	Une génisse pleine est attribuée à un binôme. Après tirage au sein de chaque binôme, le 1 ^{er} bénéficiaire garde la génisse pleine jusqu'à l'obtention du premier produit et transfère la vache au 2 ^{ème} bénéficiaire après sevrage. Le 2 ^{ème} bénéficiaire garde la vache inséminée jusqu'à l'obtention du 2 ^{ème} produit. Après sevrage du 2 ^{ème} produit et qui marque la fin de la rotation, la vache devient en ce moment propriété commune du binôme.
		Petits ruminants	4 femelles et un mâle sont attribués à un binôme. Après tirage, le 1 ^{er} bénéficiaire garde les animaux jusqu'à obtention des premiers produits. Après sevrage, les animaux adultes sont transférés au 2 ^{ème} bénéficiaire qui les garde jusqu'à l'obtention des deuxièmes produits. Après sevrage, le 2 ^{ème} bénéficiaire garde les produits et les animaux adultes sont partagés entre le premier et le 2 ^{ème} bénéficiaire.
Zone pastorale	Kit	Camelins	Kit : 2 chamelles, 5 caprins (4 chèvres et un bouc) et un âne

Partenaires/ Parties prenantes

Les partenaires clés (techniques et/ou financiers) : Projets ; ONGS ; Etat ; Coopératives.

Bénéficiaires ciblés : Les ménages vulnérables

Rotation des femelles à travers les différents ménages vulnérables.

Contexte : Pays sahélien, le Niger est en proie à des sécheresses récurrentes entraînant des déficits alimentaires et fourragers ayant pour corolaire la perte du cheptel et des récoltes. En effet, une année sur deux est déficitaire sur le plan céréalier et trois années sur cinq sur le plan fourrager. A cela il faut ajouter une période de soudure longue et sévère s'étalant sur 3 à 6 mois.

Ces différents chocs climatiques limitent l'accroissement de la productivité et des productions agricoles et entraînent le plus souvent une paupérisation des populations. La faim et les périodes prolongées de sous-alimentation qui en résultent constituent de réels sujets de préoccupations et impactent sur la souveraineté alimentaire du pays.

Aussi, les conséquences de ces crises alimentaires se traduisent par :

- La décapitalisation souvent profonde conduisant les ménages à vendre leurs biens : petits ruminants, ustensiles de cuisines, mobiliers pour la maison, mendicité, exode, Autant de symboles de dignité et d'honneur individuel et social de la femme et même des hommes qui sont ainsi perdus ;
- L'arrêt des opérations (mobilisation de l'épargne, octroi de crédit, etc.) de caisse et donc diminution des possibilités d'investir dans les activités génératrices de revenus.

C'est dans ce contexte que cette pratique de reconstitution sociale du bétail est proposée pour améliorer la résilience des moyens d'existence des pasteurs et agropasteurs.

Dans les situations à risque de catastrophe, de quelle façon la crise/ le choc affecte les moyens d'existence des groupes et institutions à risque ? : Le relèvement suite à la sécheresse, et plus précisément la reconstitution du cheptel/troupeau affecté par la sécheresse, reflète la gravité de l'épisode de sécheresse, plus la sécheresse est grave, plus la reconstitution prend du temps. Il faut 5 ans pour reconstituer un troupeau de moutons ou de chèvres et jusqu'à 7 ans pour un troupeau de bovins après une sécheresse grave, or une autre sécheresse peut frapper entre temps. Lorsque les ménages pastoraux sont affectés par une deuxième sécheresse avant d'avoir pleinement reconstitué, on peut s'attendre à ce que les pertes augmentent car le ménage sera généralement moins résilient

Défis à relever sont :

- Réhabilitation du capital productif des ménages pauvres ;
- Amélioration de leur pouvoir d'achat ;
- Sécurisation de leurs conditions de vie ;
- Renforcement des liens au niveau ménage et au niveau communautaire.

Objectif et dimension résilience : Le Habbanayé est une pratique ancestrale des éleveurs, valorisé par certains partenaires au développement notamment les ONG Karkara, Care International, AREN, GOAL... et qui a donné des résultats appréciables. Cette pratique permet la réhabilitation du capital productif des ménages en améliorant leur pouvoir d'achat et la sécurisation de leurs conditions de vie et à renforcer les liens au niveau ménage et au niveau communautaire.

Ainsi pour améliorer la capacité de réponse des ménages, des communautés à la base face aux situations d'insécurité alimentaire structurelle et de choc climatique ou écologique, la pratique Habbanayé est indiquée pour contribuer à renforcer les moyens d'existence des communautés pastorales et ainsi faire face aux crises alimentaires et aux catastrophes.

Il s'agit à la fois de minimiser la vulnérabilité des ménages à l'insécurité alimentaire et de mettre en place un système coordonné de prise en charge.

l'objectif général est de contribuer à l'amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, crises et catastrophes naturelles. De manière spécifique, développer la résilience des ménages pastoraux en sécurisant les économies des ménages par des actions de reconstitution sociale du capital bétail à travers le Habbanayé.

Approche / méthodologie

Le processus de mise en œuvre nécessite :

1. Identification des ménages vulnérables
2. Organisation des femmes et des jeunes issus des ménages vulnérables en groupements solidaires *Habbanaye* ;

3. Etablissement des règles de fonctionnement des groupements nouveaux (statuts et règlement intérieur) et à leur formalisation ;
4. Formation des membres des organes dirigeants en vie associative, en leadership, en développement local ;
5. Promotion des Activités Génératrices de Revenu (AGR) et des tontines ;
6. Acquisition et prise en charge des animaux au profit des groupements ;
7. Obtention des animaux (caprins, ovins, bovins) par achat sur financements des ONGs, Etats, Projets, etc...
8. Distribution des animaux : la cellule et/ou à ses démembrements est chargée de remettre les animaux aux groupements solidaires retenus et à identifier par tirage au sort les premiers bénéficiaires de l'opération. Il est également question de rédiger les procès-verbaux ;
9. Suivi sanitaire et zootechnique des animaux assuré à travers l'acquisition du matériel et le moyen du suivi, de la formation des agents et des producteurs pour le suivi régulier des animaux et de l'appui conseil,
10. Formation des groupements en Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP/RU) et Observatoire pour le Suivi de la Vulnérabilité (OSV) : Tous les villages et sites retenus sont formés par l'OSV des communes.
11. Formation des groupements : des formations des membres des groupements sur diverses thématiques (Techniques d'amélioration de l'alimentation –blocs multi nutritionnels, blocs densifiés, transformation des produits pastoraux, promotion et vulgarisation des cultures fourragères).

Résultats : Tous les ménages vulnérables de la communauté ciblée ont reçu des animaux.

Impacts et évaluation

L'opération a créé un espoir pour les populations bénéficiaires d'où leur bonne appréciation ;

- Amélioration des revenus des femmes ;
- Indépendance économique vis-à-vis de leur mari

Les avantages d'ordre institutionnel, social, économique et/ou environnemental de l'opération :

- ✓ Permet la réinsertion des jeunes ruraux, des refoulés et l'autonomisation des femmes ;
- ✓ Garantit un marché (achat animaux et intrants zootechniques et vétérinaires, matériels techniques etc).
- ✓ Valorisation des AGR réalisées par les femmes et les jeunes (produits laitiers, produits artisanaux...).
- ✓ Réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables ;
- ✓ Sécurité alimentaire ;
- ✓ Sécurité sociale ;
- ✓ Productivité à court terme

Facteurs clés de succès :

- Situation de référence ;
- Ciblage participatif des bénéficiaires ;
- Information- Sensibilisation ;
- Constitution des groupements solidaires Habbanaye : Plan organisationnel et renforcement des capacités des bénéficiaires

Contraintes :

- Risque de sécheresse ;
- Risque de maladie animale.
- La persistance de certaines maladies animales
- L'insécurité alimentaire du cheptel
- La faiblesse du système de recherche et vulgarisation

- Environnement institutionnel et financier des filières peu performant

Durabilité : En 4 à 5 ans, tous les membres du groupement ont été dotés en bétail.

Reproductibilité et changement d'échelle : Les conditions à respecter pour répliquer et adapter la pratique avec succès dans un autre contexte/ une autre zone géographique :

- Existence de groupements de femmes fonctionnel ;
- Disponibilité d'aliment pour bétail ;
- Avoir de l'appui conseil ;
- Suivi sanitaire

Témoignage : Le réseau des groupements féminin Hamdala a bénéficié de 80 caprins pour l'élevage de reproduction. Chaque bénéficiaire a reçu une chèvre et un bouc , les animaux sont en bon état sanitaire. Les bénéficiaires du réseau des groupements Hamdala sont reparties dans les villages suivants :

- Zarmou I avec 14 bénéficiaires ;
- Tanout avec 7 bénéficiaires ;
- Village de Maidiga avec 8 bénéficiaires ;
- Village de Boka 11 bénéficiaires.

Soit 40 bénéficiaires pour un total de 80 caprins



Bénéficiaire de l'opération Habanaye

Contacts

PRAPS-NE :

5.5. Déstockage stratégique des animaux

Fiche : Déstockage stratégique des animaux

Il s'agit de réduire les effectifs d'animaux afin de minimiser les pertes au cours de la période de soudure. Cette opération va particulièrement concernées les espèces bovines, ovines et dans une moindre mesure les caprins qui résistent aux sécheresses. Ceci permet la sécurisation de l'économie familiale des pasteurs et la réduction de pertes des animaux des éleveurs.

Bonne pratique ou pratique prometteuse?	Période de mise en oeuvre	Type de choc(s)/crise(s)	Point focal
<i>Déstockage stratégique ou commerciale des animaux</i>	Les opérations de déstockage doivent démarrer en cas de choc majeur dès la publication des résultats du bilan fourrager annuel au mois d'octobre - novembre,	Important déficit fourrager	PRAPS-NE

Eléments

Les actions d'appui au déstockage stratégique visent à la fois à **(1) tirer le meilleur parti à court terme du cheptel d'éleveurs touchés par une crise pastorale**, et **(2) à favoriser la reconstitution du cheptel après la crise**. Il s'agit de réduire les effectifs d'animaux afin de minimiser les pertes au cours de la période de soudure. Cette opération va particulièrement concernées les espèces bovines, ovines et dans une moindre mesure les caprins qui résistent aux sécheresses. Ceci permet la sécurisation de l'économie familiale des pasteurs et la réduction de pertes des animaux des éleveurs.

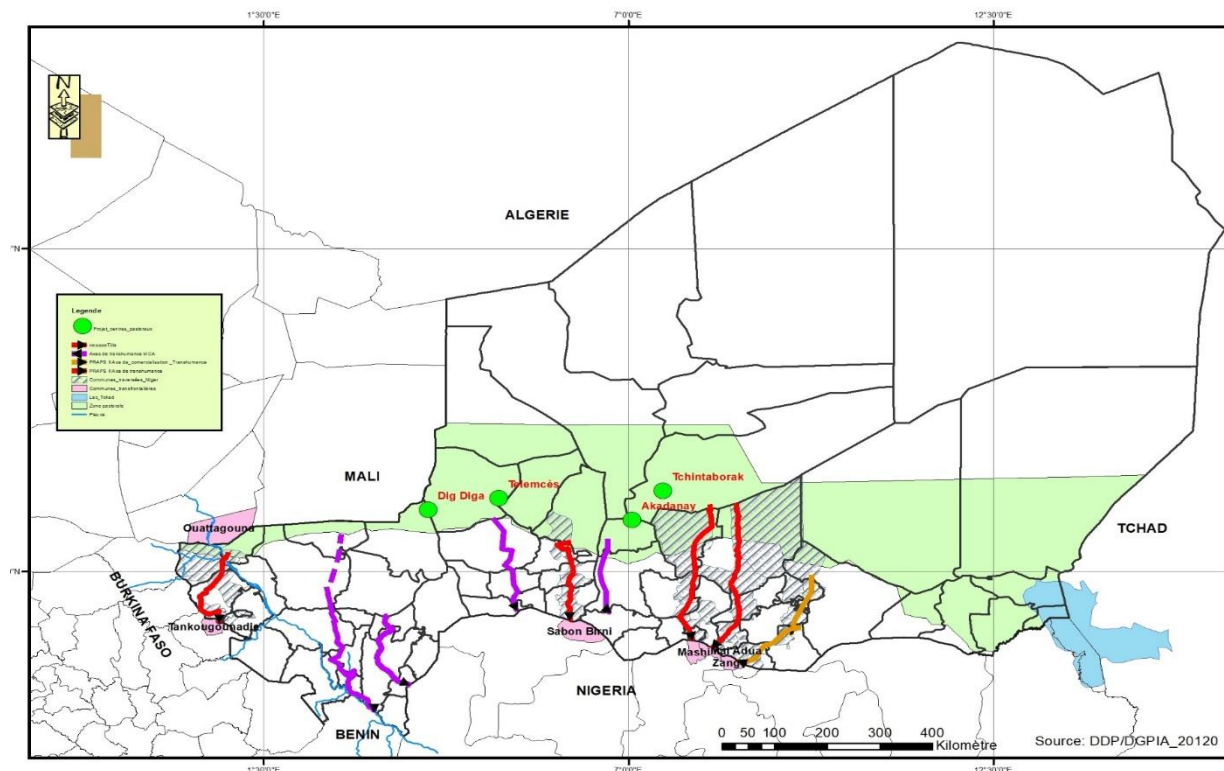
Des expériences menées lors de la dernière crise ont montré la pertinence de cette opération et ont permis de conclure que cette opération doit être réalisée à temps, au moment où les animaux ont encore un bon embonpoint.

Les déficits céréaliers et fourragers ont modifié considérablement les modes de conduite de troupeau et de vie des ménages à travers le changement de comportement alimentaire et l'adoption des stratégies nouvelles de survie souvent dégradantes. A titre illustratif, le rapport préliminaire de l'impact de la crise pastorale 2009-2010, publié en juin 2011 évalue les pertes à 417 952 966 459 de FCFA (soit 637 165 190 Euros).

Couverture géographique

La pratique a plus d'impact dans la zone pastorale dite zone naisseuse, cette zone abrite les grands troupeaux appartenant aux éleveurs peulh, Touareg et Arabes.

Voir carte ci-dessous



Partenaires/ Parties prenantes : OPELS ; ETAT ; Projet ; ONG, PTF

Bénéficiaires ciblés : L'une des phases critiques d'une intervention humanitaire, est le ciblage des bénéficiaires. En effet, toute opération de ciblage de bénéficiaire qui ne prends pas en compte l'avis des communautés serait jugée impartiale par elles. C'est pourquoi cette phase pour l'amener à bon terme constitue une contrainte majeure pour la suite de l'opération. Ces critères demandent une attention particulière, il s'agit de :

- Nombre d'UBT des éleveurs
- Sexe du chef de ménage (homme ou femme)
- Handicap
- Les veuves
- L'âge des éleveurs

Les communautés estiment qu'un éleveur possédant plus de têtes d'animaux est sans aucun doute, le plus exposé à un risque de catastrophe en période de crise pastorale

Contexte

Le Niger pays sahélien à vocation essentiellement pastorale est dans le contexte régional ouest africain, considéré comme le pays disposant du meilleur avantage comparatif pour l'élevage dans la sous-région. L'effectif du cheptel estimé à 15 225 410 bovins, 13 192 925 ovins, 18 108 126 caprins, 1 834 943 camélins, 1 911 661 asins et 255 721 équins (DSE, 2019), soit une valeur capitale bétail estimée à 4100 milliards de Fcfa. L'élevage constitue la 2ème source de revenus d'exportation des recettes du secteur rural et 21% de l'ensemble des produits d'exportation.

Cet important potentiel est sous exploité et périodiquement menacé par les sécheresses récurrentes (tous les 2 ans) qui déciment parfois plus de 20% de ce capital bétail (24 % en 2009-2010).

Aussi, les populations et les écosystèmes des pays d'Afrique de l'Ouest au sud du Sahara et particulièrement ceux du Niger, ont connu au cours des 50 dernières années des bouleversements parfois dramatiques (famines, décimation du cheptel, déboisement, érosion des sols, conflits dans la gestion des ressources naturelles, émigrations, etc.). Ceci est dû à la forte pression démographique, mais aussi et surtout de la très forte variabilité des précipitations observée depuis la fin des années 1960, avec des épisodes extrêmes de sécheresses notamment 1968, 1971-1974, 1973-1974, 1984-1985, 1990-1991, 1996-1997, 2004-2005, 2009-2010 et 2013-2014 et les plus récentes sont celles de 2016-2017 et 2017-2018 avec respectivement des déficits fourragers de 12 235 881 et 10 941 003 tonnes de matières

sèches, soit environ 48% et 41% des besoins des UBT, déficit supérieur au seuil d'intervention qui est de 35%.

En effet, les précipitations constituent l'élément fondamental du climat au Niger qui est un pays à vocation agro-pastorale. C'est ainsi que toute l'économie est tributaire de la quantité et de la répartition spatio-temporelle des pluies.

A titre illustratif, à l'évaluation de la campagne pastorale 2016-2017, il s'est dégagé un déficit fourrager de 12 235 881 tonnes de matières sèches, soit environ 48% des besoins, supérieur au seuil d'intervention qui est de 35%. Déjà à cette période de l'année (avril), on assiste à une raréfaction et un amenuisement progressif du stock fourrager au niveau de toutes les régions du pays. Les zones de bonne production fourragère accueillent les animaux des zones déficitaires, entraînant ainsi une surcharge sur la ressource pastorale. En définitive, en général la situation pastorale est préoccupante dans cette zone pastorale.

A cette préoccupation, s'ajoute l'assèchement précoce des mares rendant difficile l'exploitation du pâturage des zones fournies en pâturage. Dès lors, on assiste à une concentration des animaux autour des points d'eau souterrains, ce qui n'est pas sans conséquence sur l'environnement et les relations entre les communautés en présence.

A cela s'ajoute un afflux massif des communautés pastorales et leurs bétails suite à l'insécurité venant de certains pays voisins notamment le Nigéria le Mali, le Burkina Faso, le Tchad et les pays du Nord dont la Lybie.

En effet, ces déplacés sont accueillis dans un contexte de forte vulnérabilité, du fait non seulement d'une insuffisance en termes de capacités d'accueil, de l'insuffisance de disponibilités en vivres, du fait des mauvaises campagnes agropastorales qui se sont succédées mais aussi, de la période de soudure au cours de laquelle les réserves alimentaires fourragères sont déjà ou presque épuisées. La conjugaison de tous ces facteurs a placé le bétail dans une situation de vulnérabilité extrême exposant ainsi les zones pastorales et agropastorales dans une crise sans précédent.

Face à cette situation, il est important très tôt de mesurer le risque que comporte la campagne pastorale et conséquemment élaborer un programme de déstockage stratégique visant à réduire les charges animales sur les parcours soumis aux effets de changement accompagné des déficits fourragers importants.

C'est pourquoi, dans la perspective de valorisation du potentiel animal, de l'anticipation et tenant compte de la nécessité d'un déstockage conséquent, nous proposons cette note à l'endroit des acteurs en vue d'améliorer la résilience des pasteurs.

En général et en réponses aux années déficitaires sur le plan fourrager, il est urgent de décapitaliser certaines catégories d'animaux notamment les animaux âgés, les femelles en fin de carrières, stérile, mal formés, etc. En effet, toutes les catégories des espèces bovines, ovines et caprines sont concernées. Des expériences menées lors de la dernière crise 2009-2010 ont montré la pertinence de cette opération et ont permis de conclure que cette opération doit être réalisée à temps, au moment où les animaux ont encore un bon embonpoint (cas des éleveurs arabes de départements de Tassara, Tilia, Abalak).

Pour viser la mise en application du principe « ne pas nuire », certains objectifs complémentaires d'actions d'appui au déstockage stratégique peuvent être identifiés et suivis :

- Faciliter plutôt que réduire la mobilité pastorale,
- Améliorer plutôt que réduire les capacités de reconstitution des troupeaux à moyen terme,
- Faciliter et non pas déstructurer le fonctionnement des marchés à bétail,
- Eviter l'accroissement des inégalités.

L'atteinte de ces différents niveaux d'objectifs dépend notamment :

De la conception appropriée et de la mise en œuvre efficace des programmes de déstockage stratégique (stratégie de ciblage géographique et individuel, prospection des marchés, information des opérateurs économiques, prix, choix des espèces et des types de bêtes...), reposant sur une bonne compréhension des marchés et des filières – y compris à l'export –, et sur une hypothèse de connaissance des conditions favorables à la reconstitution du cheptel par les éleveurs.

Mais aussi de conditions de l'environnement dans lequel ces opérations sont mises en œuvre (disponibilité et accessibilité d'information de veille et d'alerte, la disponibilité d'aliment du bétail à proximité des lieux de déstockage, l'existence de débouchés en aval des filières, facilitation des transactions commerciales envisagées, mesures d'allègement fiscal). Le couplage d'opérations de déstockage avec d'autres interventions (par exemple soutien à la disponibilité d'aliment du bétail). Néanmoins, les choix et les mesures de politique publique permettant d'influencer sur cet environnement relèvent généralement de choix plus structurants que la mise en place de mesures d'accompagnement ponctuelles.

Défi

Avoir des revenus substantiels pour soutenir le reste du troupeau ;

Minimiser les pertes sèches d'animaux par inanition en cas de survenue d'une crise pastorale

Objectif et dimension résilience

Il s'agit à travers l'exécution de cette bonne pratique de sécuriser les moyens de subsistance des éleveurs fragilisés et menacés par les déficits fourragers chroniques et autres catastrophes naturelles.

De manière plus spécifique il s'agit de :

- ✓ Eviter aux éleveurs les pertes sèches
- ✓ Réduire la charge animale sur les maigres pâturages ;
- ✓ Sensibiliser et faciliter la transhumance extraterritoriale,
- ✓ Disposer des ressources financières pour acquérir des aliments pour bétail afin de sécuriser le noyau du troupeau,
- ✓ Sécuriser l'économie pastorale en minimisant les pertes d'animaux au cours de la période de soudure par un déstockage stratégique.

Approche / méthodologie

Mener la sensibilisation de tous les acteurs :

Il s'agit à ce niveau d'effectuer une large communication de concert avec les OP, les ONGs, les autorités coutumières et administratives lors des regroupements des fêtes de regroupement d'éleveurs, des missions, des assemblées générales au niveau des marchés à bétail, les stations de pompage, banque aliment pour bétail. Cette communication est appuyée également à travers des messages radio de proximité. En effet, compte tenu de la mobilité des éleveurs, une transparence relative à la communication et la sensibilisation notamment sur les prix, les dates et les lieux des opérations d'achat etc. doit être un des messages clés fréquemment relayé par leurs systèmes endogènes de communication des éleveurs. Ce manque d'information est d'ailleurs susceptible d'expliquer les difficultés que certains programmes semblent avoir pour atteindre leurs objectifs en termes de nombre de transactions.

Coordination et orientation : pour une bonne réussite de la pratique, il est nécessaire de s'appuyer sur les structures existantes de coordination et de mise en œuvre.

Il s'agit de :

Niveau national : Le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaire (DNP-GCA) qui oriente et coordonne

Niveau Régional : Comité régional de Prévention et de Gestion des crises alimentaire (CR/DNP-GCA)

Niveau département : Comité sous régional de Prévention et de Gestion des crises alimentaire (CSR/DNP-GCA) ;

Niveau communal : Observatoire de suivi de la vulnérabilité (OSV) ;

Niveau village/campement : Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU).

Tout ceci nécessite une forte implication des associations d'éleveurs.

Critères et processus de ciblage : L'identification des zones et les bénéficiaires de l'opération de déstockage doit se faire en relation avec les structures régionales et sous régionales. Plusieurs options sont possibles : la mise en place de quotas de vente, l'accès aux opérations de déstockage suivant certains critères. Là encore, ces choix doivent être discutés avec l'ensemble des parties prenantes et confrontés aux objectifs de l'opération.

Choix des espèces et des animaux : Il s'agit de privilégier les espèces les plus sensibles (bovine, ovine).

Le choix des animaux se fera selon certains critères entre autres l'âge, le sexe, la note d'état corporel, la productivité mais aussi tenir de l'appréciation des éleveurs pour faire l'objet d'incitations. Ce paramètre peut avoir une incidence importante sur les dynamiques de reconstitution du cheptel post crise, néanmoins, il est clair que les éleveurs sont les mieux placés pour effectuer ce type de choix.

Dénombrer les animaux à déstocker selon des critères retenus ;

Lancer l'opération en collaboration avec les comités régionaux et sous régionaux de prévention et de gestion des crises alimentaires, les ONGs et Associations, les projets et programmes de développement, les structures de coordination, les opérateurs économiques et les bénéficiaires.

Suivi et évaluation de l'opération

Il s'agit du suivi des niveaux national et déconcentré et de l'évaluation des activités conduites dans le cadre de la mise de la pratique. Ceci permet de suivre le niveau réel d'exécution des activités mais aussi de définir des stratégies en cas d'insuffisance.

A titre d'exemple le tableau ci-dessous donne une idée sur le coût d'une opération de déstockage stratégique à l'échelle nationale **18.093 240 000 F CFA**

Rubrique	Quantité	PU	Montant (FCFA)
Bovins (0,005%) des effectifs nationaux	76 128	150 000	11 419 200 000
Ovins (0,005%) des effectifs nationaux	65 964	60 000	3 957 840 000
Caprins (0,005%) des effectifs nationaux	90 540	30 000	2 716 200 000
Suivi de l'opération et de coordination	ff		60 000 000
Sous total			18 093 240 000

Mise en œuvre de mesures complémentaires : Les résultats et l'impact des opérations de déstockage dépendent fortement de l'environnement dans lequel elles sont mises en œuvre. L'existence de dispositifs de veille et d'alerte précoce efficace, la disponibilité d'aliment du bétail à proximité des lieux de déstockage, l'existence de débouchés au-delà à l'aval des filières sont des conditions importantes du succès de telles opérations. Il est parfois envisageable d'associer la mise en place d'opérations de déstockage avec d'autres interventions (par exemple soutien à la disponibilité d'aliment du bétail). Néanmoins, les choix et les mesures de politique publique correspondants relèvent généralement de

choix plus structurants que la mise en place de mesures d'accompagnement ponctuelles.

Résultats : Déstockage stratégique effectué dans 4 régions

Régions	Montant alloué	Montant dépensé pour achat animaux	Montant pour la mise en œuvre	Montant Total dépensé	Ecart
Agadez	90 000 000	76 450 000	13 585 240	90 035 240	-35 240
Diffa	40 000 000	32 620 000	6 524 000	39 144 000	856 000
Maradi	90 000 000	75 000 000	15 000 000	90 000 000	0
Tahoua	80 000 000	67 300 000	12 405 462	79 705 462	294 538
Total	300 000 000	251 370 000	47 514 702	298 884 702	1 115 298

Impacts et évaluation : *En rappel, il faut noter que le déstockage stratégique (ou commercial) est une approche essentiellement adaptée à des crises à déclenchement progressif, telles que les sécheresses. Il s'agit, lorsque les signes avant-coureurs d'une situation de crise sont identifiés, de soutenir les marchés afin de favoriser la vente d'animaux avant que la situation ne se détériore et que la valeur marchande des bêtes ne soit trop faible pour en permettre la commercialisation.*

A cet effet, le manuel LEGS propose la définition suivante des opérations de déstockage, légèrement adaptée : « il s'agit d'une stratégie de retrait des bêtes affectées avant que celles-ci ne perdent de deviennent émaciées, ne perdent de la valeur, ne meurent, ou ne posent un problème de santé publique. Le déstockage libère le capital financier stocké dans l'animal détenu par les éleveurs, et leur permettant de faire face à leurs dépenses en situation de crise, notamment pour assurer la survie des animaux restants. »

Les avantages sont les suivants :

1. Permette aux éleveurs de tirer des ressources financières de certains de leurs animaux pour faire face à leur dépense alors que ceux-ci sont difficilement valorisable compte tenu de leur état et du marché.
2. S'appuyer sur ces ressources pour améliorer la survie des animaux restants et préserver les capacités de reconstitution du cheptel.

Pour ce cas précis, sur la base d'une estimation du prix d'une UBT à 80 000 Frs (320 F le Kg poids vif) et une prévision de déstockage de 2% du cheptel, le coût de cette opération sera de **5 621 433 600 FCFA**.

Facteurs clés de succès :

Les facteurs clés de réussite se résument :

- Timing des opérations ;
- Connaissance de la filière et des blocages ;
- Partenariat et soutiens complémentaires aux acteurs de la filière ;
- Processus de fixation des prix ;
- Sensibilisation de tous les acteurs ;
- Coordination et orientation ;
- Critères et processus de ciblage ;
- Choix des espèces et des animaux ;
- Dénombrement des animaux à déstocker selon les critères retenus ;
- Lancement de l'opération avec les comités régionaux, les comités sous régionaux de gestion des crises alimentaires, ONGs, Association d'éleveurs, Projets et

programme ; Structure de coordination, opérateurs économiques et les bénéficiaires.

Contraintes : La principale contrainte demeure la réticence de certains éleveurs notamment les peulhs. Cependant une sensibilisation illustrée par des témoignages d'autres éleveurs peut résoudre cette incompréhension

Durabilité : Pour que l'opération soit durable et soutenable les points ci-après doivent être considérés :

- ✓ Période de Déstockage
- ✓ Critères pour le choix des bénéficiaires du Déstockage
- ✓ La Fixation des Prix des Animaux ;
- ✓ Mode de paiement des bénéficiaires
- ✓ Une catégorisation des prix en fonction de l'âge et de l'état des animaux ;
- ✓ Prix unique sur la base d'une référence sur le marché ;
- ✓ Prix consensuel entre l'organisation promotrice et les leaders d'opinions

Reproductibilité et changement d'échelle : L'opération peut être reproduite à toutes les échelles, locale, régionale et national, les critères soulignant les facteurs clés sont déterminants à propos.

Témoignage

Système d'exploitation de Hardo Abarchi

Hardo Abarchi est un éleveur de Digdiga dans le département d'Abala père de 5 garçons et 3 filles. Au départ son troupeau était constitué de 50 chameaux, 200 bovins et 400 moutons Bali Bali. Il ne quitte jamais son terroir d'attache mais utilise son point d'eau pour régler l'utilisation des pâturages de son terroir par lui-même et les transhumants en provenance de Dosso, Flingué, Bagaroua, Kouroubey. Chaque année il vend 4 à 5 moutons pour s'acheter des céréales et quelques habits et le reste de l'argent lui sert d'argent de poche. Les Bovins et les camelins, il n'y touche jamais sauf à l'occasion d'un mariage de ses enfants dont il paye la dote avec les bovins. En fin 1990, le troupeau de Hardo a atteint 200 chameaux, 1200 vaches et plus de 2500 ovins

Jusqu'en 1970, hardo Abarchi séjournait dans la partie nord de son terroir avec ces animaux et ne revenait au sud qu'au mois de février ou mars pour assurer l'abreuvement de ses animaux avec ses puits. Le fourrage était alors abondant mais il a tout de même constaté que la densité des espèces fourragères pérennes diminuait progressivement au détriment des espèces rampantes comme Borhavia SPP, Limeum viscosum, et autres herbacées dicotylédones.

En 1975, avec le programme de développement de la zone pastorale, l'Etat a mis en place 3 puits cimentés moderne qui échappent à son contrôle de Hardo et cela a favorisé l'arrivée des animaux transhumants et perturbé la gestion qui en est faite de la zone. 20 ans après, toutes les Andropogonées ont disparu de la zone, la densité des herbacées très touffue au départ est devenue très éparse, les ligneux fourragers sont décimés à 90% et tous les points d'eau

permanents ont fini par être temporaires car leurs capacités de rétention d'eau se sont substantiellement réduites.

Hardo Abrchi a totalement confiance à la médecine traditionnelle qu'il pratique sur son troupeau. Les connaissances qu'il a reçues de ses parents et ancêtres lui suffisent pour maintenir ses animaux en bonne santé. En 1988, un foyer de PPCB est apparu dans sa zone à 10kms de Diddiga où se trouvait une partie de ses animaux. Les services vétérinaires appelés à la rescousse lui ont abattu un troupeau de plus de 150 bovins. fort heureusement qu'il a subdivisé son troupeau en deux et le plus grand nombre est partis du coté de Ekrafane. En 1996, un foyer de peste des petits ruminants lui a déminé 400 moutons.. Malgré ces pertes, Hardo Abarchi refuse toujours de vacciner malgré la gratuité de la vaccination

Hardo Maigochi, ayant constaté la disparition progressive de nombreuses espèces fourragères de son terroir d'attache a profiter de la présence d'un expert pastoraliste de passage dans son campement pour lui exposer ses observations pour un conseil. Avant de réagir, le consultant lui demanda d'abord de lui dire ce que lui pense de la situation. Hardo lui dit que la pluviométrie a fortement régressé dans sa zone et c'est là l'explication. L'étranger lui dit oui la pluviométrie a certainement jouer un rôle dans ce que vous avez observé mais vos animaux aussi qui sont trop nombreux pour la zone. Vous avez réduit votre déplacement vers Elonguey et au Mali, donc vous restez trop longtemps et cela est la cause de votre malheur. Il continue en lui disant puisque les animaux n'observe plus la transhumance de courte amplitude, les causes de la disparition des plantes n'est rien d'autre que le surpâturage. L'expert demande à Hardo, de vendre une partie des animaux pour la réhabilitation des pâturages, de faire recours à l'impact animal pour restaurer les zones dénudées, chercher des semences des espèces disparues pour les réintroduire dans votre terroir, et éviter de rester plus de 15 jours dans une zone donnée de votre terroir.

La paille ne te suffit plus, avec les recettes de vente d'animaux, il faut te constituer un stock de son de blé et de tourteau pour apporter un complément alimentaire chaque jours à partir de janvier Février. Hardo Abarchi de répondre, j'espère que ce n'est pas pour me donner un tel conseil que vous êtes venu ici Les animaux que tu vois là ont survécu à la grave sécheresse de 1984 et celles qui ont suivi. Nous sommes en Aout 2006, ils ont aussi survécu à la saison sèche malgré le manque généralisé de fourrage j'ai seulement perdu 50 bovins et une centaine de moutons. Ils vont se reconstituer rapidement car Dieu l'a voulu ainsi, alors ne me parle pas de vendre mes animaux, je le ferais jamais

La sécheresse de 2005 a été très dévastatrice à Diddiga. Hardo a cette fois perdu tous 600 bovins et plus de 400 moutons. Celle de 2009 a décimé tout son troupeau bovin et 90% de son

cheptel ovin Un jour en pleine lamentation, il voit arriver Sidi à bord d'un camion de 30 tonnes complètement chargé de Tourteaux et graines et de coton. Après les salutations d'usage, Abarchi lui demande ce qu'il transporte dans son camion et pour en faire quoi. Sidi lui répond que cette année a été très dure sur le plan de l'alimentation des animaux mais grâce à dieu et à ce que je transporte, je n'ai perdu qu'une dizaine de têtes de bovins pendant la saison sèche passée. Je viens de vendre 100 taurillons et avec les recettes j'ai acheté stock de 300 tonnes de son et tourteau car on ne sait jamais et c'est maintenant que ces aliments coutent le moins chers (60 000 la tonne) car personne n'en a besoin.

Je te conseille de faire comme moi, car de nos jours il faut aider les animaux pour en tirer un grand profit. Je t'informe par ailleurs que nous avons constitué un groupement d'éleveurs et ce cadre nous permet de nous regrouper pour discuter de tous les problèmes du pastoralisme dans notre zone, de faire des commandes groupées de produits vétérinaires pour la vaccination et de constituer de réserve de SPAI. Ce cadre a permis à tous nos membres de perdre beaucoup moins d'animaux cette année et nous sommes en train de réfléchir sur la manière d'affronter le problème de la sécheresse à venir mais aussi de nous pencher sur la dégradation visible de nos aires de parcours. Sur conseil des cadres de l'élevage nous avons collecté des semences de plusieurs espèces au Mali que nous avons semées en juillet et cette année nous allons produire des pépinières pour planter les arbres fourrager la saison pluvieuse prochaine. Alors vient rejoindre notre groupement, tu trouveras beaucoup de réponses à tes problèmes.

Depuis trois ans, Hardo a effectivement intégré le groupement de sidi. Il a choisi un troupeau de 10 vaches sur lesquelles il pratique la complémentation. Ces vaches donne mettent bas chaque année et sont toujours d'un excellent embonpoint comparativement au reste du troupeau. Cette année il compte attaquer le problème de désertification dans sa zone en même temps avec les autres membres du groupement et projettent d'instaurer une taxe de pacage pour tous les animaux qui utiliseront les zones ainsi traitées

Autres sources : Etat

Contacts

PRAPS-NE

5.6 Financement des Activités Génératrices de Revenus (AGR)

Fiche : Financement des AGRs

Bonne pratique ou pratique prometteuse?	Période de mise en oeuvre Selon le type d'AGR	Type de choc(s)/crise(s) Relèvement après une crise	Point focal PRAPS-NE
--	---	---	--------------------------------

Activités génératrices de Revenus (AGR)

Couverture géographique : couverture nationale

Partenaires/ Parties prenantes : Etat ; Projets et Programmes ; Institutions internationales ; PTF

Bénéficiaires ciblés : Groupement féminins

Contexte : L'activité d'élevage revêt une grande importance pour le Niger, en raison de sa contribution à la richesse nationale et du fait qu'elle concerne une large frange de la population du pays. Le pastoralisme très largement lié à la mobilité des hommes et des troupeaux est une pratique très répandue dans le pays. Sa pratique est très largement liée à la mobilité des hommes et des troupeaux. Celle-ci permet une exploitation de ressources dispersées sur de grandes étendues et une limitation des risques : changement climatique, contexte économique, social et politique.

Le changement climatique se traduit, au Niger, par des variations de grande amplitude de la pluviométrie et une fréquence de plus en plus forte d'épisodes extrêmes (sécheresses, inondations...). Dans ce contexte, chaque crise touche de plus en plus durement le milieu pastoral et une proportion croissante de familles se retrouvent sans le capital bétail minimum pour assurer sa subsistance : les parcours de mobilité et les stratégies de gestion du troupeau changent. Les pasteurs ont du mal à affronter les crises très rapprochées dans le temps.

Cependant, la crise que traversent actuellement les sociétés pastorales n'est pas uniquement liée au climat. Elle est également liée à un contexte économique, social et politique sous régional handicapant.

C'est pour quoi la promotion de moyens de subsistance viables et de solutions alternatives pour les ménages d'éleveurs, y compris pour des personnes désireuses de quitter le pastoralisme, en particulier des femmes et des jeunes, s'avère nécessaire, s'adossant à un financement d'activités destinées à: (i) améliorer l'employabilité notamment en fournissant un accès à des initiatives de formation professionnelle adaptée ; et (ii) appuyer des Sous-projets de diversification spécifiques, susceptibles de générer de la valeur ajoutée locale et des opportunités d'emploi, et la mise à disposition de Sous-financements

concurrentiels.

Défi : Les opérations d'AGR sont menées afin de créer d'emploi, améliorer le revenu des femmes et des jeunes

Objectif et dimension résilience : De façon générale, une AGR est une activité qui consiste à produire des biens ou des services et/ou à transformer des produits en vue de les vendre.

« Une activité génératrice de revenus (AGR) est une activité commerciale qui consiste à vendre des biens et / ou des services marchands au profit d'une entité ou d'un groupe d'individus. Sa mise en œuvre nécessite des moyens humains, financiers et matériels organisés. »

A l'échelle d'un microprojet, une AGR peut correspondre à une activité qui génère des revenus réguliers pour des individus ou un groupe d'individus (coopérative agricole, femmes artisanes, etc.)

- ✓ Renforcer la stabilité et accroître la résilience des communautés pastorale et agropastorale à l'extrême pauvreté ;
- ✓ Amélioration le revenu des femmes et des jeunes d'une manière générale

Résultats : Activités menées dans 3 régions

Localités	Répartition des kits par nature et composition			
	Caprin de reproduction	Ovin de reproduction	Embouche ovine	Bovin de reproduction
Konkonou/ MainéSoroa		30		
Goudoumaria			20	
Bandé/ Maggaria			58	
Mirriah			20	
Gouré	140 *			
Alakos/ Gouré			60	
Tanout	120			
Aderbisnat	108 *			
Alakat/Ingall		90		
Foudouk/Ingall				14
TOTAL	428	120	158	14
Mortalité	5	1	16	0
Nombre des bénéficiaires	135	25	148	14

Impacts et évaluation : L'opération de distribution des kits animaliers dans le cadre des activités génératrices de revenu organisées par le PRAPS est une réussite au regard de

l'engouement et de l'adhésion des bénéficiaires. Il revient alors aux femmes de tirer le meilleur profit de cette opération pour en faire une bonne exploitation des animaux.

Facteurs clés de succès : Avant de lancer toute activité d'AGR, il faut s'assurer d'un certain nombre de préalables :

- La zone d'action envisagée réunit les conditions nécessaires : climat, ressources naturelles, accès aux biens de production
- La capacité technique nécessaire existe ou peut être créée
- Les activités n'entraînent pas de problèmes sociaux ou culturels
- Les opportunités commerciales existent et ont été vérifiées
- La rentabilité financière prévisionnelle est satisfaisante.

De ce fait, Il ne faut pas se précipiter sur une première idée mais bien étudier si cette idée répond à des besoins, si elle est adaptée au contexte et si c'est la meilleure solution envisageable.

- Formation des bénéficiaires

Contraintes : Dans toutes les trois régions concernées, il ressort des entretiens avec les techniciens que quelques insuffisances ont émaillé cette activité d'AGR dont entre autres le choix des animaux, de la composition et de la nature du kit.

Durabilité

- Approche participative ;
- Etude de marché
- Catégories d'AGR menées sur le terrain par d'autres projets et programmes dans la zone ;
- Impacts économiques au niveau des femmes ;
- Impacts économiques au niveau des hommes ;

Reproductibilité et changement d'échelle : Les activités d'AGR sont reproductibles aussi bien dans toutes les zones agroécologiques du pays mais également à toute les échelles (locales, sous régionale, régionale et nationale

Contacts : PRAPS-NE

5.7 Plan de communication dans le cadre des activités du PRAPS-NE

Fiche : Plan de communication par rapport aux activités de la composante.

Bonne pratique ou pratique prometteuse?	Période de mise en œuvre	Type de choc(s)/crise(s)	Point focal
	Tout au long de la mise en œuvre du projet	RAS	PRAPS-NE

Stratégie de communication

Couverture géographique : Nationale,

Partenaires/ Parties prenantes : Etat, ONGs, PTF, projet et programme

Bénéficiaires ciblés : Communication Interne (cibles directe et élargie) : spécialistes comm-pays ; équipes coordination-pays ; partenaires régionaux ; services techniques ; PTF

➤ Sur les Composantes : bénéficiaires directs et indirects ; partenaires régionaux ; autres projets régionaux dont les objectifs se recoupent avec ceux du PRAPS (BRICKS, SIIP, AGIR, etc..) ; leaders d'opinion et OSC ; centres de recherche et universitaires ; etc..

➤ Communication Externe : Média ; grand public

➤ Plaidoyer : Présidence du Comité Permanent du CILSS ; gouvernements des pays bénéficiaires ; décideurs politiques ; institutions régionales et internationales ; leaders d'opinion

Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante gestion du Projet PRAPS-NE, la sous composante génération de données, plaidoyer en faveur du pastoralisme et communication traite de la visibilité des activités. La fonction communication figure donc en bonne place dans le dispositif institutionnel du Projet. Pour mener à bien le travail, un spécialiste en communication est doté d'un cahier de charge pour la mise en œuvre de la communication interne et externe au niveau pays et au niveau régional (utilisation des TIC, génération de bulletins, films institutionnels, téléreportages, soutien aux radios rurales, site web, organisation de campagnes de sensibilisation en direction des communautés et du grand public, etc.).

Ce qui permet aux responsables des composantes du projet de percevoir clairement l'importance et les enjeux de la communication pour la réussite des missions qui leur sont assignées. Ils ont ainsi pu exprimer les besoins et aspiration en communication de leur composante. Les aspirations communicationnelles de l'Unité de Coordination Nationale, des composantes du projet, des Directions régionales de l'Élevage, des points focaux régionaux et des organisations de producteurs représentant les communautés pastorales sont claires mais les ambitions restent à atteindre. Aussi, un des enjeux de l'Unité de Coordination Nationale est la mise en œuvre d'une stratégie de communication inclusive.

Défi Le défi à relever est de permettre à toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du projet d'être au même niveau d'information de s'engager, d'assurer une bonne coordination des activités et de contribuer au succès du PRAPS au Niger.

Stratégies générales :

1. Amener les parties prenantes à un meilleur niveau de compréhension du PRAPS Niger et du rôle de chacun dans le projet ;
2. Amener les parties prenantes à être convaincu que chacun doit contribuer et apporter son expérience pour un meilleur succès d'équipe ;
3. Favoriser l'implication concrète de toutes les parties prenantes, créer l'esprit d'équipe et les amener à travailler davantage ensemble pour faciliter la mise en œuvre du projet.

Objectif et dimension résilience ;

L'objectif de cette communication appropriée est d'énoncer clairement des visions et définir des lignes directrices pour aborder l'auditoire adéquat de la bonne façon et en passant par les bons canaux. Spécifiquement, il s'agit de soutenir la mise en œuvre du PRAPS dans sa globalité (aspect régional), lui assurer une bonne visibilité et promouvoir une forte adhésion des populations bénéficiaires, des partenaires, de l'ensemble des parties prenantes et du grand public

Approche / méthodologie

- Préparation méthodologique ;
- Collecte et traitement des informations ;
- Elaboration du document de communication et de son plan d'action ;
- Production et partage des résultats

Résultats

- Un cadre de concertation approprié est mis en place pour mobiliser les acteurs et promouvoir le partage d'information sur le projet ;
- Les bénéficiaires se sont appropriés les activités du projet et y contribuent. Les partenaires à la mise en œuvre du projet ont participé activement aux activités du projet ;
- Le PRAPS a une bonne visibilité sur le plan régional et ses objectifs sont bien compris ;
- Les résultats et succès du PRAPS sont connus sur le plan national et régional ;
- Les partenaires techniques sont régulièrement informés de la mise en œuvre du projet, et suivent les progrès réalisés ;
- Une synergie d'action existe entre le PRAPS et les autres programmes régionaux dont les objectifs se recoupent avec ceux du PRAPS

Impacts et évaluation : L'impact de cette pratique sur les bénéficiaires (femmes et hommes) a permis à tous de s'approprier les activités du projet et le niveau de progression connu.

Facteurs clés de succès : Les facteurs clés pour permettre au PRAPS Niger de répondre aux attentes de ses différents groupes cibles (administration, communautés, médias et communicateurs traditionnelles, organisations de la société civile) se résument à l'existence d'un plan de communication permettant

de rendre l'information fiable, disponible et accessible et incluant une communication verticale et horizontale. Il associera :

- la communication participative pour le développement, y compris la communication pour le changement de comportement (CCC)
- la communication institutionnelle, y compris la communication de crise.
 - Informer, mobiliser et engager les acteurs, notamment les bénéficiaires, dans la mise en œuvre du PRAPS en leur expliquant le projet et ce qu'il va réaliser pour l'amélioration de leurs conditions de vie.
 - Accroître la présence médiatique du PRAPS Niger. Celle-ci pourrait se faire en diffusant des communiqués de presse et en organisant des conférences de presse, en collaborant avec les radios communautaires locales et en produisant et diffusant des émissions dans les radios et télévisions ;

Il convient aussi de réaliser des publiereportages sur le PRAPS, de concevoir et de mettre en ligne un site internet mis à jour, de développer une présence sur les réseaux sociaux et en faisant des reportages sur les événements et d'utiliser le téléphone mobile comme moyen de partage de messages. Un autre facteur est la publication d'un bulletin périodique d'informations sur les activités et les résultats du projet.

- Développer une présence locale pour une communication de proximité en installant et en renforçant les capacités de dispositifs d'information et de sensibilisation, sous la forme de relais locaux ou de personnes ressources dans les zones pastorales permettant de développer et de mettre en œuvre des stratégies de communication opportunistes ; et la diffusion des informations et leur appropriation par la population à la base.

Contraintes : Les contraintes pour la mise en œuvre de la pratique sont :

- Sentiment de lenteur dans la mise en œuvre de projet
- Déficit de communication interne du niveau national vers le niveau régional
- Insuffisance du budget alloué à la communication au regard des enjeux et de la cherté des supports de communication de qualité ;
- Insuffisance de visibilité surtout au niveau décentralisé liée à l'inadéquation de certains supports et aux langues de communication ;
- Déficit de coordination entre services concernés ;
- Déficit d'implication des jeunes et des femmes dans les réunions de leadership, surtout en milieu pastoral

Durabilité : Pour que la pratique soit durable tous les niveaux de communication seront concernés, il s'agit de :

- **Communication Interne**: mettre les acteurs de la mise en œuvre du projet au même niveau d'information et promouvoir leur totale implication
- **Communication Externe**: visibilité du PRAPS – faire comprendre ses objectifs et les actions prévues – etc..
- **Communication en appui aux composantes** : cibler principalement les bénéficiaires pour promouvoir leur participation et appropriation du projet – gérer les attentes – gérer les crises – faire de l'alerte précoce, etc...
- **Plaidoyer auprès des politiques et des institutions** : pour l'adoption des politiques et textes réglementaires – la prise d'actions politiques spécifiques pour faciliter l'exécution du projet - mobiliser des financements adéquats pour l'élevage

Reproductibilité et changement d'échelle :

Toutes les étapes de l'approche doivent être respectées et la reproductibilité est valable à toute les échelles.

Témoignage : RAS

Contacts : PRAPS-NE

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **CARE INTERNATIONAL-NIGER**, Formation sur le système communautaire d'Alerte Précoce et Réponses aux urgences : Guide du facilitateur et éléments de lecture, juillet 2002, 65 pages ;
2. **FAO-Niger**, Rapport formation de formateurs communautaire en gestion durable des ressources pastorales et en alerte précoce, juin 2004, 19 pages ;
3. **FAO- Niger**, Fiche d'installation SCAP-RU, Année 2021 ; 4 pages ;
4. **Ministère de l'Agriculture et du Développement rural Guinée Bissau** : Guide sur les bonnes pratiques en matière de gestion de pâturages et de corridors de transhumance en guinée Bissau (GSPCT), 16 pages ;
5. **Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie Québec- Canada** : Manuel d'élaboration de bonnes pratiques, mars 2015, 70 pages ;
6. **Inter-réseaux Développement Rural**, bulletin technique, mais 2015, 17 pages ;
7. **FAO**, Canevas sur les bonnes pratiques juillet 2015, 5 pages ;
8. **République du Sénégal, Ministère de l'élevage**, maîtrise de la qualité dans la transformation laitière , guide de bonnes pratiques d'hygiène, novembre 2005, 105 pages.

